

Protection de l'Environnement
DDPP DU RHONE
Service Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69422 Lyon Cedex 03

Lyon, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DURIX JEROME

LA GUICHE
69860 Deux-Grosnes

Références : PNE2024-133
Code AIOT : 0056900242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement DURIX JEROME implanté LA GUICHE 69860 Deux-Grosnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURIX JEROME
- LA GUICHE 69860 Deux-Grosnes
- Code AIOT : 0056900242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation en production avicole avec 7 bandes de 60 000 poulets par an.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 2	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4	Sans objet
8	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4	Sans objet
9	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4	Sans objet
10	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	Sans objet
11	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Sans objet
12	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
13	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
14	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
15	Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées vous demande de ré équiper votre site de production d'une poche souple de 180 m3 qui sera positionnée à l'endroit le plus adapté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité maximum de l'élevage
Prescription contrôlée : L'élevage est autorisé pour une capacité maximum de 62 800 places.
Constats : L'exploitation compte deux bâtiments de production pour respectivement 50 500 et 9 650 poulets à l'engraissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée : L'établissement comprend deux bâtiments exploités (52 800 et 10 000 places pour de poulets).
Constats : Les effectifs en production dans chaque bâtiment (respectivement 50 500 et 9 650 poulets) ne dépassent pas ceux du dossier d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée : 4 cuves de GPL sont présentes sur le site
Constats : 4 cuves GPL sont présentes sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités de 11 m3/j pour le forage soit 3700 m ³ par an et 20 m3/j pour le réseau AEP.
Constats : Les volumes prélevés sont enregistré quotidiennement. Les quantités prélevées sur le forage sont supérieures à celles de l'arrêté (l'été 25 m ³ forage par jour et l'hiver 14 m ³), celles prélevées sur le réseau sont de l'ordre de 50 m ³ par an au lieu de 20 m3/j prévues sur l'arrêté. Le forage est légalement autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyen de lutte contre l'incendie adaptés aux risques
Constats : 1 poteau incendie à proximité immédiate du site et 8 extincteurs sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs
Constats : La protection interne contre l'incendie est assurée par 8 extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : Ces moyens sont complétés par un réservoir souple de 180 m ³ situé au sud du bâtiment B1
Constats : La poche souple a été vandalisée en 2022 mais n'a pas été remplacée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées vous demande de ré équiper votre site de production d'une poche souple de 180 m3 qui sera positionnée à l'endroit le plus adapté pour permettre la circulation des engins de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : un dispositif avec triangle sur le portillon permet au secours d'accéder en permanence à la réserve.
Constats : La réserve d'eau n'est plus opérationnelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2000, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité,,,) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boitier sous verre dormant
Constats : Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité,,,) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boitier sous verre dormant;

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de -100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers
Constats : L'habitation la plus proche se trouve à 500 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des accidents et des pollutions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
Constats : Aucun stockage en tas sur l'exploitation. La litière est enlevée à l'issue de chaque bande d'élevage pour être ensuite acheminée, via une convention passée avec la société TERIAL, sur une plate forme de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des accidents et des pollutions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitation se trouve à proximité immédiate d'une voie de communication permettant l'intervention des services d'incendie et de secours à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 27 fev 2020 par la société APAVE (vu le rapport Q18 le jour de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
Constats : Pas de collecte et stockage des effluents sur le site. Les fientes sont enlevées des bâtiments à l'issue de chaque bande de production pour être acheminées, par la société TERRIAL, vers des sites de transformation. Une convention de reprise des déchets a été signée entre les partenaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Epannage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Epannage et traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage
Constats : Aucun épandage sur l'exploitation. Les fientes sont destinées au compostage
Type de suites proposées : Sans suite